



CONVENTION DE TRAVAUX ET D'ACCES AUX PARCELLES
TRAVAUX DE PROTECTIONS DE BERGES SUR LA DRANSE D'ABONDANCE ET DEFRICHEMENT
COMMUNE D'ABONDANCE

Convention d'autorisation de travaux et d'accès aux parcelles entre les soussignés ci-après identifiés :

M., né le à

Demeurant :

Agissant en qualité de propriétaire, ci-après dénommés « le propriétaire »,

et

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC),

sis 2 avenue des Allobroges à Thonon-les-Bains,

représenté par sa Présidente, Madame Géraldine PFLIEGER,

ci-après dénommé « le SIAC »,

agissant en sa qualité de maître d'ouvrage, autorité compétente « GeMAPI » (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations),

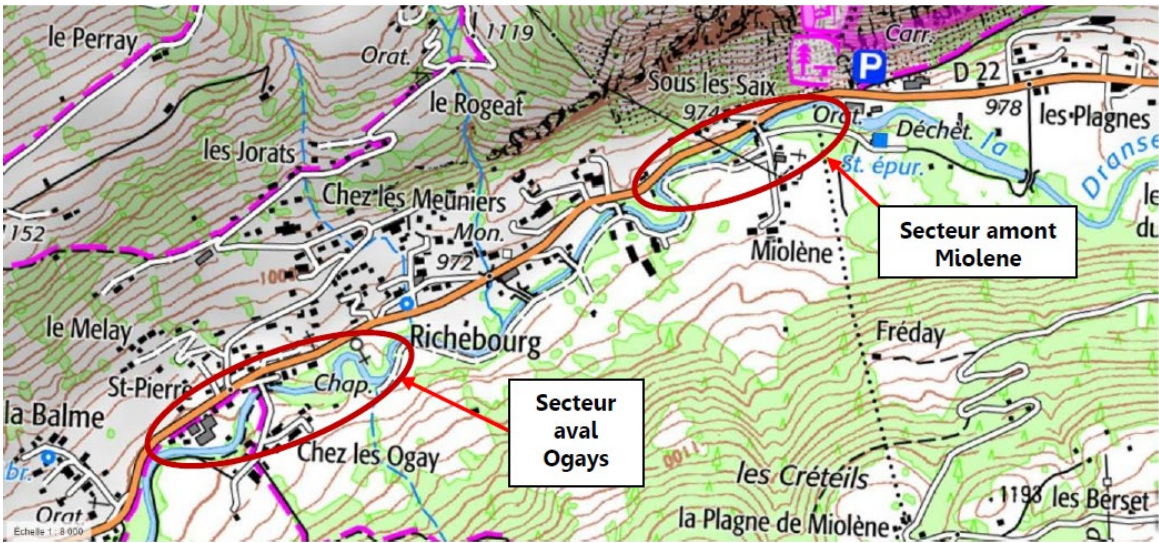
La structure étant dénommée « le SIAC » ou « le maître d'ouvrage public » dans la présente convention.

Préambule : rappel du contexte d'intervention

La Dranse d'Abondance présente une vulnérabilité vis-à-vis des inondations et du risque d'érosion. Sur les sites de Miolène et des Ogays, les contraintes hydrauliques sont relativement fortes et font peser un risque sur des bâtiments implantés à proximité des berges.

Le SIAC, structure porteuse du Contrat de Rivières et de la compétence GEMAPI par transfert de la CCPEVA, envisage de réaliser des travaux de protection. Les aménagements projetés doivent permettre de protéger les enjeux présents à proximité du lit contre l'érosion et de lutter contre les phénomènes d'incision du lit. Une procédure de déclaration d'intérêt général est en cours.

Plan de situation de la zone de travaux (Hydrétudes)



Article 1. Objet de la convention

Après avoir pris connaissance du projet, le propriétaire autorise le SIAC, maître d’ouvrage de l’opération, et, par extension, tout autre organisme ou entreprise qui intervient pour son compte, à :

- Accéder aux parcelles pour l’exécution des travaux et occuper temporairement l’emprise désignée, y compris stockage éventuel de matériaux,
- procéder aux travaux, y compris défrichement éventuel,
- par la suite, accéder aux parcelles en tout temps pour surveiller et si nécessaire réaliser des travaux d’entretien.

Les conditions générales d’intervention, de gestion, d’entretien et de propriété des berges et des aménagements sont précisées aux articles suivants de la présente convention.

Si le cas échéant, le SIAC n’obtient pas les autorisations réglementaires pour la réalisation des travaux avant le 31/12/2024, la présente convention devient caduque.

Article 2. Parcelles cadastrales concernées

Parcelles concernées par la convention :

Commune	Section	N° cadastral	Surface cadastrale en m²	Surface concernée par les travaux en m²
Abondance				
Abondance				
Abondance				

Le propriétaire déclare avoir la pleine propriété des dites parcelles sans restriction particulière pouvant limiter les travaux ainsi que les opérations de gestion et d'entretien prévues par la présente convention. Si une parcelle est exploitée ou louée, il appartient au propriétaire de prévenir l'occupant ou l'exploitant.

Article 3. Contexte réglementaire

Les travaux sont soumis à déclaration d'intérêt général ainsi qu'à autorisation environnementale au titre des articles L.214-1 à L214-6 et L181-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 4. Travaux

4.1. Etat des lieux initial

Un état des lieux sera réalisé par un huissier mandaté par le SIAC, avant et après les travaux. Ces états des lieux serviront de référence en cas de litige éventuel. Ils porteront sur l'état de la parcelle au droit des travaux et accès, sur le lit, les berges de la rivière et les constructions les plus proches.

4.2. Détail des aménagements prévus sur les parcelles

Au droit des parcelles concernées, l'opération comprend les aménagements suivants :

- Description des travaux

Vue en plan du projet (Hydrétudes, 2023)

Plan des emprises concernées par les travaux, accès et stockage

4.3. Installation de chantier

La parcelle est libre d'accès : elle ne comporte ni poteau, ni clôture à démonter. Si toutefois, le propriétaire en mettait en place d'ici le début des travaux, elles seraient démontées et remontées par l'entreprise mandatée par le SIAC. Cette entreprise est autorisée à pénétrer avec des engins de chantier sur la parcelle pour réaliser les travaux prévus. Elle pourra y déposer provisoirement les matériaux nécessaires à la bonne exécution du chantier.

4.4. Exécution des travaux

Les réseaux éventuellement présents sur la parcelle seront identifiés et matérialisés, avant le début des travaux par le propriétaire pour les réseaux et branchements privés, ainsi que par DICT pour les autres réseaux. L'entreprise mandatée par le SIAC prendra toutes les précautions nécessaires pour ne pas les détériorer.

Les bois présents dans l'emprise du chantier seront coupés. Si le propriétaire le souhaite, les éventuels bois d'un diamètre supérieur à 20 cm, seront débités en bûches de 1m ou laissés en grumes et mis en tas sur la parcelle.

Le propriétaire souhaite conserver les bois coupés : ☐ Oui ☐ Non

Avant le démarrage des travaux, un piquetage ou marquage préalable permettra de valider la localisation précise des interventions et le déroulement du chantier (accès, circulation, stockage, ...).

4.5. Remise en état du site

Le chantier sera constamment tenu en bon état de propreté.

Dans le cas où des ornières seraient créées sur la parcelle, elles seront rebouchées et le terrain sera remis dans son état initial. Cette remise en état concerne les voies créées pour les accès et les aires pour le stockage des matériaux.

Le cas échéant, un ensemencement de la parcelle pourra être mis en œuvre en fonction des détériorations constatées par rapport à l'état initial constaté par l'huissier.

4.6. Réception et récolement des aménagements

Les travaux exécutés par le SIAC feront l'objet d'opérations de réception menées par son maître d'œuvre.

Le cas échéant, les remises en état ou les réparations à effectuer seront listées et chiffrées. Le propriétaire s'engage à signaler au SIAC, dans les plus brefs délais, tout désordre qui pourrait être considéré comme une malfaçon afin que le syndicat puisse réaliser les recours nécessaires auprès de l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux.

Un exemplaire du plan de récolement des aménagements réalisés au niveau de sa propriété sera fourni au propriétaire.

4.7. Responsabilité, sécurité, assurances

Le chantier sera constamment tenu en bon état de sécurité. La signalisation du chantier sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Les éventuels dommages causés lors des travaux, seront pris en charge, en fonction du responsable, par le SIAC ou l'entreprise mandatée par celui-ci, après comparaison avec l'état initial dressé par l'huissier. Les entreprises mandatées par le SIAC disposeront de toutes les assurances nécessaires à la bonne conduite de ce type de chantier.

4.8. Période et durée des travaux

Les travaux sont prévus entre 2024 et 2025.

Le SIAC s'engage à prévenir M. 15 jours avant le commencement des travaux au

Article 5. Droit d'accès garanti aux parcelles

Le propriétaire autorise les entreprises mandatées par le SIAC et son personnel technique à pénétrer sur les parcelles concernées afin de procéder aux travaux mentionnés à l'article 4 de la convention.

Durant les travaux, le propriétaire consent au libre passage des engins et du personnel chargés de l'exécution de travaux.

Au terme de la phase de travaux, le personnel du SIAC ou les personnes mandatées par lui sont autorisés à pénétrer ponctuellement sur la parcelle pour s'assurer de l'évolution des travaux et aménagements réalisés, notamment s'assurer que les caractéristiques initiales des ouvrages sont pleinement conservées.

Le personnel du maître d'ouvrage public ou les entreprises mandatées par lui sont autorisés à accéder au site afin de réaliser les opérations d'entretien et réparation telles que décrites à l'article 8.

Article 6. Participation financière des propriétaires

Sans objet.

Article 7. Propriété des aménagements

Les travaux réalisés par le SIAC seront autorisés par les services de l'Etat.

Les aménagements créés étant indissociables du lit du cours d'eau et des berges, ils suivront donc la destination du fond et des berges. Ils sont et restent la pleine propriété des propriétaires des parcelles concernées.

Néanmoins, le propriétaire s'engage à ne pas porter atteinte à l'intégrité des aménagements réalisés, dont il est rappelé leur caractère d'intérêt général, en vertu de l'arrêté préfectoral portant DIG.

Article 8. Entretien et réparation des ouvrages aménagés

L'entretien des ouvrages objet de la présente convention, ainsi que les réparations visant à maintenir ses caractéristiques initiales seront à la charge du SIAC autorité compétente GEMAPI. Le cas échéant, cette intervention comprend également l'entretien de la végétation plantée sur les ouvrages et faisant partie de la technique végétale mixte retenue.

Article 9. Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée illimitée. Elle prend effet à compter de la date de sa signature. En cas de changement de propriétaire, le propriétaire actuel est tenu d'informer le nouveau propriétaire de l'existence de la présente convention.

Le maître d'ouvrage public autorité compétente GEMAPI pourra y mettre fin par courrier recommandé avec accusé de réception pour un motif d'intérêt général ou en cas de refus d'accès aux ouvrages. Le propriétaire pourra y mettre fin avec un préavis de six mois, et dans ce cas prendra en charge l'entretien de l'ouvrage sur ses parcelles, la responsabilité de celui-ci, la sécurisation et la stabilité des lieux.

Article 10. Responsabilité du SIAC

Le SIAC garantit le caractère licite des travaux réalisés, en particulier en matière de respect du droit de l'environnement et du droit de propriété.

Le SIAC s'engage à prendre en charge financièrement la totalité des travaux prévus ainsi que la remise en état du site.

Le SIAC s'engage à réaliser les travaux tels que décrits à l'article 4. Toutefois, en cas d'aléas de chantier, les décisions portant sur les éventuelles modifications du projet lors de la phase de travaux sont de la responsabilité du SIAC.

La responsabilité sans faute du SIAC ne peut être recherchée qu'à raison des préjudices qui trouveraient leur cause dans les caractéristiques de l'ouvrage décidée par la personne publique. Qu'à ce titre, il est rappelé que le projet consiste en une protection contre les érosions de berge et ne modifie pas la situation de la parcelle par rapport au risque d'inondation.

Article 11 Litiges et recours

En cas de désaccord avec les travaux réalisés par le SIAC, un recours pourra être déposé par écrit, avec accusé de réception, au plus tard 45 jours calendaires après la fin des travaux.

Passé ce délai, les travaux se verront être définitivement validés par le propriétaire.

Convention faite en deux exemplaires à....., le
.....

Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »

Le propriétaire,,

Pour le SIAC, la Présidente,